



HAL
open science

“ ISLAM, OPPOSITION POLITIQUE ET MODERNISATION SOCIALE EN EGYPTE ”

François Burgat

► **To cite this version:**

François Burgat. “ ISLAM, OPPOSITION POLITIQUE ET MODERNISATION SOCIALE EN EGYPTE ”. Les Cahiers de l’Orient , 2007, Égypte: dérapage sous contrôle (45), pp.65-79. halshs-00390573

HAL Id: halshs-00390573

<https://shs.hal.science/halshs-00390573>

Submitted on 2 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François BURGAT (IREMAM-CNRS)

**« ISLAM, OPPOSITION POLITIQUE ET
MODERNISATION SOCIALE EN EGYPTTE »**

Égypte dérapage sous contrôle
Les Cahiers de l'Orient, (45), 1er trim. 1997, p.65-79

Le profil socio-éducatif du leader en titre de « Tanzîm al Jihâd », la plus révolutionnaire des formations islamistes nées au bord du Nil , illustre d'abord mieux que de longs discours le danger de l'inusable lecture « économiciste » du phénomène islamiste. Chirurgien de formation et marié à une philosophe, Aïman Dhawâhirî est le fils d'un doyen de faculté et d'une professeur d'université. Mais le rappel des ascendants familiaux du leader de l'organisation qui a réussi à assassiner le président Anwar Sadate (avec, déjà, la caution d'un 'Alim d'Al Azhar du nom d'Omar Abderahmane) souligne plus encore la fragilité du découpage par ailleurs souvent utile entre « les islams » , soufi, azhari ou islamiste. Par son père , Aïman Dhawâhirî est le petit fils d'un ... cheikh d'Al Azhar (Rab'î Al Dhawâhirî) et par sa mère, (fille d'Abdelwahab 'Azzam) d'un recteur de l'université du Caire, ambassadeur mais surtout cheikh de confrérie soufi.

En Egypte comme ailleurs, la catégorie « islamiste » pose ainsi pour décrire les relations entre société, politique et religion un éternel problème de définition. Dans le regard occidental , pas seulement médiatique, elle demeure connotée de façon uniquement négative, ce qui est très loin d'être le cas dans le tissu des sociétés arabes. Elle tend ensuite à conforter l'idée d'une instrumentalisation en politique des ressources de la religion qui serait l'apanage - statique et « an-historique » - des islamistes et les identifierait par rapport à toutes les autres formes de croyance. Dans le cadre figé de leur définition courante, les islamistes sont en effet « ceux qui - parce que les politiques de développement les ont oubliés- instrumentalisent l'Islam pour s'opposer au pouvoir politique établi ». Ils sont réputés le faire sur la base d'une interprétation du message religieux erronée et comme telle antinomique avec la modernisation sociale et la libéralisation politique que les régimes « modernisateurs » et/ou les « intellectuels laïques » s'efforceraient désespérément pour leur part de promouvoir. En Egypte comme ailleurs en terre arabe, le régime tente plus prosaïquement d'établir l'existence d'un Islam « apolitique », c'est à dire surtout « non oppositionnel » qui justifierait son soutien, pour mieux le démarquer d'un Islam « politique », nécessairement « réactionnaire », « intolérant » voire «

terroriste » et en tout état de cause « anti-moderne » que les forces du bien, par delà toutes frontières, seraient naturellement invitées à combattre. La représentation médiatique du champ religieux égyptien a donc longtemps mis en scène à peu de choses près les acteurs d'un islam « institutionnel » (université d'Al Azhar, Mufti de la République mais aussi grands « télé-prédicateurs » officiels) dans le rôle de gardiens non oppositionnels sinon « apolitiques » de l'orthodoxie d'un islam tolérant, moderniste aux côtés de confréries soufis elles mêmes aussi « apolitiques » qu' idéologiquement hostiles aux tenants de l'islam « politique » et « réactionnaire » des islamistes etc.

L' examen des passerelles multiples, changeantes, souvent inattendues, par lesquelles « les différents Islams » s'inscrivent en réalité dans les dynamiques oppositionnelles mais également dans les dynamiques de modernisation sociale ou politique révèle une réalité plus dynamique et plus complexe, où la stricte séparation entre les Islam institutionnel d'Al Azhar et des confréries et la génération islamiste, longtemps considérée comme le paradigme obligé de l'étude du croisement entre religion et politique, tend irrésistiblement à se résorber.

Accorder aux islamistes le monopole de l'instrumentalisation politique de la religion suppose en effet, d'ignorer l'énergie que déploient les régimes - monarchiques ou « laïques et républicains » - pour puiser eux aussi dans le réservoir de légitimité de la référence religieuse et de surcroît d'une manière qui n'est pas nécessairement moins traditionaliste ou conservatrice que leurs challengers islamistes. Ce raccourci conduit également à minimiser ou à ignorer que les institutions - confrériques ou azharies - ont elles mêmes leurs propres dialectiques de tension avec le pouvoir. A l'égard du courant islamiste, ces institutions ont par ailleurs une relation complexe qui ne peut nullement se construire sur le registre de l'exclusion réciproque. Terrain de confrontation parfois mais également terroir de recrutement (pour les confréries), « chambre d'écho idéologique » et source de référence (Al Azhar) ou « espace stratégique » et « substrat économique » (associations caritatives) - elles s'avèrent à l'examen partie prenante de la légitimation et de l'enracinement de la partie émergée de l'«Islam de contestation» davantage qu'instruments d'une quelconque « contre offensive » idéologique comme le regard médiatique et parfois, dans le passé, le regard académique, ont eut tendance à vouloir le représenter, lorsque l' « arbre islamiste de revendication de la Char'ia » est dénoncé comme « masquant la forêt » d'un « bon soufisme tolérant » ou celle de l'orthodoxie d'un rassurant « Islam civilisationnel de toujours ».

Supprimé : bien sûr

On sait pourtant de longue date que l'apolitisme des confréries soufis ⁽¹⁾ est très relatif, et que leur soutien aux pouvoirs établis, toujours circonstanciel, est fondé sur des motifs d'ordre clientéliste bien plus qu'idéologique. En Egypte comme à peu près partout dans le monde arabe, les confréries ont été de surcroît un des terrains privilégiés de recrutement de la génération islamiste, avec laquelle elles entretiennent aujourd'hui (comme c'est tout particulièrement le cas au Soudan) des relations « tactiques » très différenciées. Au Caire notamment - bon nombre de membres des appareils de sécurité (police et justice) sont réputés n'y entrer que pour contourner l'interdiction qui leur est faite d'avoir une autre forme d'engagement religieux. La réputation de « tolérance » inhérente à la dimension mystique de l'appartenance confrérique doit par ailleurs être mise en balance avec l'attachement évident de tout membre d'une confrérie à réclamer - à l'instar de n'importe lequel de ses voisins « islamistes » (ou d'ailleurs « Azhari ») - « l'application de la Chari'a » etc. La limite de la « modération » réputée de l'Islam des Oulémas s'explique de même chaque fois que le régime choisit de faire aux plus conservateurs d'entre eux ces concessions par lesquelles il « achète » leur fidélité politique. Ainsi le « moderniste » Tantawi, successeur du Cheikh d'Al Azhar Gad al Haq Ali Gad Al Haq, si prompt à légitimer la politique économique du régime lorsque celui-ci a besoin d'une interprétation audacieuse des prescriptions coraniques en matière financière et bancaire, s'est-il satisfait d'un « classicisme » extrême lorsque a été confirmée en appel la condamnation d'un universitaire (Nasr Hamid Abou Zeid) à être séparé de son épouse (musulmane) sous prétexte que sa lecture jugée matérialiste du statut de la révélation coranique avait fait de lui un apostat. « L'apolitisme » de l'institution Azhari n'est lui-même que théorique au regard de bon nombre d'itinéraires individuels ou - plus structurellement - des tensions évidentes de l'institution à l'égard des directives ou des dirigeants que le pouvoir lui impose depuis sa « domestication » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Pour une lecture contrastée du rôle politique des confréries en Egypte, cf Rachida Chih «Soufis et confréries mystiques dans l'Egypte contemporaine », Thèse, Histoire, Aix en Provence 1996 et Pierre Jean LUIZARD : *Le rôle des confréries soufis dans le système politique égyptien*, Maghreb Machreq 131 - Janvier mars 1991 page 26.

⁽²⁾ Sur les passerelles ou les convergences entre Al Azhar et la mobilisation islamiste, cf notamment Malika ZGHAL in *Gardiens de l'Islam : les Oulémas d'Al Azhar dans l'Egypte contemporaine*, Presses de Sciences Po, 1996. page 328 et s; Sur la « domestication » d'Al Azhar cf également Pierre Jean LUIZARD : *Al Azhar, institution sunnite réformée*, Communication au colloque « La réforme sociale en Egypte », CEDEJ-IFAO, Le Caire 10-13 décembre 1993. La « domestication » d'Al Azhar s'est faite pour l'essentiel en trois temps. Une loi n°10 de 1911 a interdit toute activité politique directe ou indirecte aux Azharistes. En 1930 la loi N° 49 a prévu de priver tout azhariste de son titre de "alim" en cas de conduite "manquant de respect à l'égard de cette fonction". En 1961 la loi N° 103 a donné au chef de l'Etat le pouvoir de nommer le Cheikh d'Al Azhar. Sur le rôle de l'Islam associatif cf Sarah Ben Nefissa PARIS : « Le mouvement associatif égyptien et l'Islam : éléments d'une problématique ». *Maghreb Machreq Monde Arabe*, n° 135 janvier 1992 page 19.

La représentation dominante de l'échiquier des divers islams tend souvent ensuite à préjuger de la relation de l'«islamisme» avec la double dynamique de libéralisation politique et de modernisation sociale. Là encore, les courants islamistes, dont l'assise sociale va du sous-prolétariat à la grande bourgeoisie et à l'armée en passant par l'entier spectre des classes moyennes, jouent dans les dynamiques de modernisation politique et sociale des rôles certes complexes et changeants mais tout de même impossibles à décrire sur le seul mode de l'inusable «rejet de la modernité» qui la caractérise dans le regard extérieur. On s'est efforcé de montrer ailleurs le caractère idéologique d'une représentation qui (3) nierait la participation de la poussée islamiste au complexe processus de modernisation et de libéralisation politique en cours en Egypte comme dans le monde arabe. Très souvent, sous le label démonisé de «l'Islamisme» n'évoluent en effet plus prosaïquement que les plus sérieux des adversaires politiques des régimes en place eux mêmes acteurs agissants des sociétés civiles naissantes et membres à part entière des diverses dynamiques de «progrès». En Egypte, l'un des critères de différenciation de ces puissants challengers du pouvoir et leur attitude - légaliste ou révolutionnaire - à l'égard du système institutionnel.

I DES LEGALISTES EN MANQUE DE RECONNAISSANCE

L'une des premières différences entre les deux principales formations islamistes légalistes tient à l'attitude du régime à leur égard : le Parti (ex) socialiste du Travail d'Ibrahim Chukri et Adel Hussein, héritier du Parti Jeune Egypte (Misr al Fatat) fondé par Ahmed Hussein au début des années trente⁴, même s'il fait l'objet de diverses formes de harcèlement, jouit de la reconnaissance légale du pouvoir. Les Frères Musulmans de Mustapha Machhour, de loin mieux implantés et plus influents évoluent pour leur part depuis 1954 dans un vide juridique propice à toutes les formes de contrainte.

1°) **L'association des Frères Musulmans** fait pourtant figure d'archétype du mouvement islamiste contemporain tout entier. La date de sa création (1928) est symbolique d'une décennie qui - avec la dissolution en 1924 du Califat ottoman - a vu disparaître la dernière expression institutionnelle de l'unité politique du monde musulman. A l'échelle du siècle, les Frères sont souvent considérés également comme la première traduction organisationnelle du courant

(3) L'Islamisme en face, La Découverte, Paris, 1996 (2ème édition) ou «Islamisme et Modernité» in L'Islamisme, La Découverte (Les dossiers), Paris 1995.

(4) Cf notamment Hanaa Fikry SINGER : The socialist labour party : a case study in contemporary egyptian opposition party, MA Thesis, A.U.Cairo, 1990

de pensée réformiste né quelques décennies plus tôt de l'action d'Afghani et de ses continuateurs M. Abduh et Rachid Reda pour répondre au déficit de l'hégémonie occidentale montante. La relation des Frères au politique est tout autant archétypique puisqu'en soixante années, de la bienfaisance socio-éducative ou médicale à l'activisme armé en passant par la compétition électorale, elle a englobé un spectre très large de modes d'action et qu'à peu près tous les autres courants islamistes égyptiens, proche-orientaux ou maghrébins s'en sont, ne fut-ce que temporairement, réclamés. L'histoire des Frères a donné lieu à une bibliographie abondante où les écrits ou les témoignages des fondateurs ou de leurs successeurs, quoiqu'encore peu traduits en langues occidentales, complètent les regards extérieurs, égyptiens⁽⁵⁾ ou étrangers⁽⁶⁾.

Dans la zone du canal encore occupée par les Anglais, le mouvement a commencé en fait à s'exprimer sur le terrain social. Il ne s'est affirmé en politique que dans les années quarante au cours desquelles son engagement culminera (en 1948) avec une participation directe à la première guerre de Palestine, où des militants sont présents dès le milieu des années trente. Après avoir bénéficié de la sympathie des officiers libres de Gamal Abd al Nasser, les Frères Musulmans vont, de 1954 à 1973, se heurter à une formidable offensive répressive. Les milliers d'arrestations, la torture et les exécutions marqueront durablement leur culture politique, provoquant même ce que leurs adversaires condamnent aujourd'hui comme une sorte d'enfermement intellectuel. Elle générera à la fin des années cinquante les excroissances radicales dont Sayyed Qutb⁽⁷⁾ sera le principal théoricien et que de multiples groupes révolutionnaires « Jihâdiens »⁽⁸⁾ s'approprièrent jusqu'à nos jours. Le courant « mère » se démarquera en revanche assez rapidement (en 1958 environ) de la tendance radicale de Qutb (exécuté en 1966). Lorsque Sadate sortira le leadership de prison au début des années 70, le légalisme sera devenu un credo dont l'association ne s'est plus départi depuis lors. A partir de 1973, à part quelques exceptions (et notamment la dérive répressive tous azimuts de Sadate quelques

(5) CHARIF (Kamel) Sibâ'i Mustapha Al Ikhouane al muslimine fi harb falestîn, Dar al touzi' wzal nachr al islamiyya, Le Caire, 1986. 365 pages RASSLANE Othman Abd al Mo'iz : Al tarbia al siyasiyya 'and al Ikhouane al muslimine, Dar al touzi' wal nachr al Islamiyya, Le Caire, 1990, 573 pages

(6) MITCHELL Richard : The society of Muslim Brothers, London, Oxford University Press, 1964, CARRE (Olivier) MICHAUD (Gérard) Les Frères Musulmans, Paris, Gallimard-Julliard, 1983 (Archives)

7 CARRE (Olivier) Mystique et politique, lecture révolutionnaire du Coran par Sayyed Qutb, frère musulman radical, Presses de la FNSP et éditions du Cerf, 1984

8 L'un des plus célèbres étant la Jemaat al muslimîn, surnommée « Takfir wal hijra » fondé en Egypte à la fin des années soixante par l'Assiouti Chukri Mustapha responsable notamment de l'assassinat en 1977 du cheikh Dhahabi. Sur la base d'une lecture radicalisante de la pensée de Qutb, Chukri prônait une Migration (Hijra) salvatrice (dans le désert de la région de Miniah) pour fuir la société égyptienne considérée comme "pré-islamique".

mois avant son assassinat) les Frères ont bénéficié jusqu'à la fin du second mandat du président Mubarak d'une nouvelle période de tolérance relative du pouvoir. Ils la mettent à profit pour consolider leur base sociale, notamment dans les classes moyennes urbanisées et les professions libérales, se familiariser avec le jeu parlementaire puis avec les luttes syndicales. Au cours de la décennie 90, la moyenne d'âge de leurs adeptes semble toutefois avoir eu tendance à s'élever, peut être parce que leur légalisme à l'égard d'un système parlementaire très discrédité leur a fait perdre le coefficient oppositionnel que leurs concurrents révolutionnaires, de la Gemaa Islamiyya et de Tanzîm al Jihâd, maintenaient en revanche au plus haut niveau.

Ayant eu l'autorisation de présenter des candidatures indépendantes ou de s'associer à des partis légaux (le néo-Wafd en 1984 puis le parti socialiste du travail en 1987 avec qui ils obtiendront 17 % des sièges) les Frères ont en effet participé aux élections législatives à plusieurs reprises ⁽⁹⁾. Ils n'ont pu certes pu publier d'organe de presse qu'épisodiquement et indirectement mais leur point de vue est relayé par diverses publications qui ne leur sont pas systématiquement hostiles, en Egypte ou à l'étranger, notamment dans le Golfe. Ils disposent également depuis peu à Londres d'un porte parole (le dr Kamel Helbawi) qui diffuse, notamment sur le réseau Internet les communiqués de presse du bureau international. Les Frères sont également massivement présents dans le monde associatif, socio-éducatif (écoles, associations de bienfaisance) mais également syndical, tout particulièrement chez les professions libérales. A partir de 1992, à la veille de la dernière offensive répressive du pouvoir, ils avaient ainsi multiplié les victoires électorales et pris légalement le contrôle du bureau du syndicat des avocats, de celui des ingénieurs, des dentistes, des scientifiques et des médecins. Leur respect de l'environnement institutionnel n'a pourtant jamais été récompensé puisque la demande d'abolition de l'arrêté de dissolution de leur association, présentée près de cinquante fois devant le juge, n'a jamais été honorée. Depuis quatre années maintenant, le président Mubarak, encombré à la fois par le légalisme et la vitalité de la composante modérée de son opposition islamiste, inquiet de leur percée syndicale, a préféré renouer avec la logique de la répression, accusant les Frères d'avoir partie liée avec la composante révolutionnaire du camp islamiste. Une vaste campagne médiatique nationale et internationale tente depuis lors de les faire assimiler à l'opposition « terroriste » du régime ⁽¹⁰⁾. Les campagnes de harcèlement ont visé à empêcher leurs candidats à participer aux élections législatives de 1996, incluant

(9) Les élections de 1990 ont été boycottées par presque tous les partis d'opposition (hormis le « rassemblement » de gauche). Aux législatives de 1996, « festival de démocratie » selon le ministre de l'information et scrutin « le plus libre de l'histoire égyptienne » selon le ministre de l'intérieur, les FM n'ont obtenu qu'un siège.

(10) Ou même d'avoir ...tué Sadate, comme l'a déclaré le chef de l'Etat Egyptien lors de son passage à Paris au début de l'année 1996

l'emprisonnement de plusieurs dizaines de leurs dirigeants , condamnés à de lourdes peines de prison ⁽¹¹⁾. Le régime s'est également opposé à la création d'un nouveau parti « du centre » (« Al Wassat ») auquel la jeune génération des Frères (l'avocat 'Issam Sultane , le journaliste Salah Abdalmaqoud et le docteur Ali Batikh) avait décidé, contre l'avis de la hiérarchie du mouvement, de se consacrer, associant symboliquement des chrétiens (dont Rafiq Habib, fils du dirigeant de la confession évangélique Samuel Habib) à son initiative.

Avant le remplacement de quatre de ses membres condamnés à la prison, le « Mekteb al Irchâd » (bureau d'orientation) des Frères Musulmans, dirigé par Mustapha Machhour (guide suprême ayant succédé à Hamed Abou al-Nasr, mort à 83 ans en janvier 1995) et Ma'moun Hodeibi (son second) comprenait : Abdallah Khatîb, Ibrahîm Charaf, Ahmed Abou Hassanin, Mohamed Mehdi 'Akif, Abbas al Sissi, Mohamed Hillal ainsi que Mohamed Khirat al Châtir , Abdelmoneim Aboulfoutouh , Mohamed Saïd Habib, Mahmoud 'Izzat, tous quatre aujourd'hui détenus à la prison de Tora au sud du Caire.

2. Le parti du Travail

La seconde grande composante du courant islamiste légaliste (si l'on excepte le petit parti des Libéraux de H. Mourad ,en crise, et à la ligne très changeante) est le parti (ex-socialiste) du Travail d'Ibrahim Chukri, où la tendance islamiste s'est affirmée comme majoritaire au mois de mars 1989. Sans avoir une capacité de mobilisation comparable à celle des Frères, le « parti de l' action islamique » comme l'appelle officieusement ses militants publie l'un des titres (le bi hebdomadaire Chaab) les plus diffusés de la presse d'opposition. C'est en grande partie par lui que s'opère ainsi la mise en visibilité de la production idéologique du camp islamiste, toutes tendances confondues. C'est également par lui que se fait une partie du travail de communication et d'interaction entre les grandes familles politiques nationalistes-nassériennes et islamistes.

II DES REVOLUTIONNAIRES entre « le combat contre le mal » et la destitution de celui qui gouverne « au mépris des lois de Dieu ».

L'emblème des Frères musulmans représente bien deux sabres, mais ils sont couchés et un Coran, mais il est fermé", (un sympathisant de la Gemaa Islamiyya , dont l'emblème représente « un sabre debout et un Coran ouvert ».

(11).

Les deux principales composantes de la mouvance islamiste révolutionnaire égyptienne ont une histoire en partie commune ¹².

L'organisation Jihâd aujourd'hui dirigée par Aïman Dhawâhirî est historiquement la première. Ses membres actuels se disent les héritiers directs de l'organisation fondée par Sayyed Qutb en 1958 avec Ismael Tantawi et Nabil Bor'i dont Aïman Dhawâhirî, actuel leader en exil, prendra ensuite la relève (¹³).

La référence au Jihâd a été en fait utilisée, parfois conjointement, par plusieurs groupes rivaux dont la filiation n'est pas toujours parfaitement établie.

Une première organisation «Chebâb Mohamed» (¹⁴) est née au début des années 40 d'une scission au sein des frères Musulmans. Entre-temps était apparue également l'organisation spéciale ou secrète des FM (Jihaz khâs (¹⁵)) qui avait participé à la bataille du canal contre les troupes d'occupation britanniques mais s'était également fait connaître par une série d'assassinats de personnalités politiques au nombre desquelles le premier ministre Al Nuqrashi Pacha et le conseiller Khazendar. L'option de refus de la violence adoptée par les Frères donne lieu en 1958 à une autre dissidence : Nabil Al Borai et Ismael Tantawi quittent les frères et créent un groupe proche de la pensée de Sayyed Qutb se réclamant lui aussi de l'action armée contre le pouvoir. Ils reçoivent notamment l'appui de Mohamed Abdelaziz Al Charqawi, d'Aïman Dhawâhirî, Hassan Al Hallawi, Helwi Mustapha.

(12) Cf. notamment Salah AL WARDANI, *Le mouvement islamique en Egypte, regard réaliste sur les années soixante dix*, Al Bidâya, Le Caire, 1986, *Le mouvement islamiste en Egypte : les données des années quatre-vingt*, idem, 1989 (langue arabe), ainsi que *Souvenirs d'un prisonnier politique : trois années sous la torture* (langue arabe)(langue arabe).cf. Rifaat SAYYED AHMED, *Le Prophète armé : les révoltés*, t. 2, *Les Révolutionnaires*, Riad al Rayyes Books, Londres, 1991 (langue arabe) ; *Pourquoi ont-ils tué Sadate : histoire de l'organisation Jihâd*, Dar al Charqia, Le Caire, 1989 (langue arabe). *Les islamistes en Egypte entre le pouvoir et le terrorisme : étude de la situation des groupes islamiques en Egypte aujourd'hui*, Ronéo, Centre IAFA d'Etudes et de Recherches, Le Caire, 1995.; Genina NOMAT ALLAH, "The Jihâd, an islamic alternative in Egypt", *Cairo papers in social science*, vol. 9, mono 2, AUC, été 1986 ; cf les témoignages d' Aboud Al Zumr, Hiwarate wa watha'iq et les textes émanants de l'organisation, au nombre desquels GEMAAT AL JIHAD AL ISLAMIYYA BIMISR : *Al khutût al 'amma li minhâjhina al fikri*, Beyrouth , janvier 1993 (écrit en 1986) ; *Ma'arakat al Islam wal 'ilmânia fî misr* (ronéo 1993); *ussus ma'arakat al ghad* (idem)

(13) cf le témoignage d'Aïman Dhawâhirî dans l'enquête judiciaire ouverte en novembre 1981 in Al Hayat (13 aout 1995)

(14) Cf Rifaat Sayyed Ahmed, opus cité

(15) cf notamment Mohamed Sabbagh : *Haqiqat tanzim al khâs wa dawruhu fî da'wat al ikhwâne al muslimîn*, Le Caire, Dar Al 'Itisâm, 493 pages, 1989.

Dans le courant de l'année 1973, à côté d'un groupe animé par Elwi Mustapha et rejoint par 'Issam al Qamari ⁽¹⁶⁾, un Palestinien du nom de Salah Siria développe lui aussi un réseau activiste qui va bientôt faire parler de lui : le 19 avril 1974, une partie des diplômés de l'académie militaire tente sous sa direction de prendre le contrôle des armes de leur école pour partir à l'assaut du siège du parti unique et de l'Etat. Le bilan est de soixante morts et blessés; Salah Siria est condamné à mort. Un groupe se constitue à Alexandrie sous la direction d'un juge du nom de Yahia Hachem qui tente de prendre d'assaut la prison où est détenu Siria et meurt au cours de l'opération.

A partir de 1977, l'organisation tente de renaître de ses cendres, notamment depuis Alexandrie, sous la forme d'une association "Gemaat al Jihâd". L'un de ses leaders, Ali Al-Maghrebi est tué peu de temps après au cours d'un affrontement avec la police. Au nombre des membres de ce groupe, un jeune ingénieur du nom de Mohamed Abdessalam Farag a réussi à échapper à la répression. Il compte parmi ses amis le frère d'un officier de renseignement du nom d'Abboud Zumr. A.Zumr est un militaire de haut rang et de bonne famille; bardé de diplômes de formations dans les différents corps d'armée, il a de brillants états de service dans les deux guerres de 67 et 73 et occupe un poste élevé dans l'appareil de renseignement militaire.

En 1978, Farag rentre au Caire et fonde une nouvelle organisation ("Jihâd") dont la base idéologique - le devoir d'abattre les dirigeants qui ne gouvernent pas au moyen des lois que Dieu a révélé - est énoncée dans le petit opuscule de "L'obligation absente", écrit par ses soins. L'organisation recueille des adhésions individuelles ou collectives. Kamel Saïd Habib, qui vient de prendre la place de Salem al Rahal, émir jordanien d'une gemaat installé dans le delta, que les autorités ont déporté, fusionne son groupe avec l'organisation de Farag. Au mois de mars 1978 s'opère enfin la jonction avec l'une des deux composantes, « Saïdi », du mouvement estudiantin né au début des années soixante dix et plus ou moins clairement identifié sous un autre nom générique très fréquent (depuis Abu 'Ala al Mawdufi) chez les islamistes de la « Gemaa Islamiyya ». La Gemaa saïdi est dirigé par Kareem Zohdi, Nageh Ibrahim, Fouad Dawalibi. Ils ont pris le parti de rompre avec les Frères Musulmans, à la différence de leurs collègues du Nord (ceux du *wahj al Bahri*, c'est à dire du Delta du Nil) qui leur sont demeurés fidèles. Un Majliss Choura unique est alors constitué ⁽¹⁷⁾. L'organisation qui passe à la postérité un matin d'octobre 1981 est

⁽¹⁶⁾ futur haut responsable de tanzim al Jihâd, emprisonné dans l'affaire Sadate, sera tué lors d'une évasion collective en 1988.

⁽¹⁷⁾Cf le témoignage d'Abboud Zumr in Mahmoud FAWZI. *Abboud Zumr : keifa ightalna al Sadâte ?* Dar al Nachr-Hatier, 1993, 239 pages "A cette époque, le Gemaa Islamiyya implanté au Saïd avait une particularité par rapport à celui du Delta, qui était lié à la tendance des Frères, ce que les Gemaate du Saïd refusaient avec vigueur, l'une des principales raisons de leur refus d'appartenir aux Frères étant la question du Jihâd dont ils estimaient que les Frères n'y croyaient pas". (...) Lorsque eu lieu la rencontre entre Mohamed Abdessalam Farag et

donc le produit de la fusion de trois groupes. Les membres du majliss choura de cette nouvelle « tanzîm al Jihâd » ainsi constituée, entassés dans une coccinelle Volkswagen ⁽¹⁸⁾, partent au Fayoum pour y solliciter la caution d'un prêcheur azhari aveugle du nom d'Omar Abderrahmane. Après avoir d'abord refusé, celui-ci accepte : « justifié » idéologiquement par A. Farag et préparé techniquement par l'officier Abboud Zumr, l'assassinat de Sadate sera cautionné religieusement par Omar Abderrahmane.

La Gemaa Islamiyya

La partie de la Gemaa Islamiyya qui a opéré en 1978 sa jonction avec le groupe d'Abdessalam Farag constitue l'une des deux composantes d'un courant né au début des années soixante dix dans les universités du Caire et du Saïd. Quoique moins structuré, moins bien encadré, plus encore que les Frères en butte à la répression, la Gemaa Islamiyya, présent dans tout le pays, est sans doute aujourd'hui capable de rivaliser avec les Frères Musulmans et, dans certains terroirs de Haute Egypte, de les dépasser. Il semble avoir conservé une importante clientèle estudiantine. Le « groupe » ou « communauté » islamique est apparu en effet sur le terroir universitaire ⁽¹⁹⁾. Sa première caractéristique est d'être né dans la période d'absence relative des Frères musulmans, alors emprisonnés par milliers, et dans un contexte de relative *tolérance* ⁽²⁰⁾ du

Karem Zohdi, l'accord fut vite conclu (...) De cette fusion entre les deux entités naquit une Gemaa unique disposant d'un Majliss Choura et d'un émir uniques, forme qui conduisit aux événements de 1981". Cf également le témoignage de TF Qassimi partiellement rapporté in *L'Islamisme en face*, cité : « Lorsque, au mois de mars 1978, (dans la chambre de la cité universitaire J 25 du président de l'Union des étudiants) Mohamed Abdessalam Farag, l'idéologue cairote de l'attentat contre Sadate, rencontre le "Sa'idi" Karem Zohdi, membre de l'assemblée consultative (majliss choura) de la Gemaa Islamiyya du Sud, et qu'ils sympathisent au point d'unifier leurs méthodes et leurs destins, Zohdi invite Farag à Miniah pour voir les méthodes du Gemaa saïdi et lui donne un conseil en même temps qu'un long bâton supposé le symboliser : il faut "faire cesser le mal" (taghiir al munkar) par tous moyens ». (Entretien avec l'auteur, Copenhague 1994). Cf également Gilles KEPEL, *Le Prophète et Pharaon*, Paris, Seuil, 1993.

(18 Talaat Fouad Qassim, entretien avec l'auteur, cité

(19 cf notamment Badr Mohamed Badr : *Al Gama'at al Islamiyya fi Jami'at Misr (Haqa'iq wa watha'iq)*, Le Caire 1989, 140 pages

20 Davantage que cette « aide » que trop d'analystes érigent - ici come en Tunisie ou ailleurs - en facteur explicatif central de la poussée islamiste. « Je voudrais préciser quelque chose qui me paraît essentiel » témoigne en ce sens l'ex émir du Gemaa Islamiyya de l'Université du Caire 'Issam Al Ariane, de venu secrétaire du syndicat des médecins avant d'être condamné en 1996 à cinq ans de prison : Mohamed Heykal et des tas d'autres que lui ont dit ou écrit que Sadate aurait aidé le mouvement islamiste estudiantin contre les marxistes. Tout ce qu'a fait Sadate pour les islamistes c'est de leur accorder le droit d'exister... Si les autres veulent appeler cela soutien, je veux bien. (...) En revanche, Sadate a effectivement essayé, par l'intermédiaire de Mohamed Othman Ismaïl - qui est toujours vivant et que l'on peut rencontrer - de créer un

pouvoir. Partiellement absent du créneau activiste, les Frères affichaient de surcroît une option légaliste que réfutait la frange révolutionnaire de leur mouvance -où s'était développée la vision plus radicale de Sayyed Qutb. Le second clivage entre la Gemaa et les Frères relève ensuite sans doute d'une simple question de génération. Les Frères s'entendent souvent reprocher d'être incapables de renouveler leur encadrement à un rythme plus soutenu que celui des dirigeants soviétiques d'avant la pérestroïka. Leur association a en effet longtemps gardé l'âge et les pesanteurs de ses fondateurs face à des Gemaate qui sont nées quarante ans plus tard. Pendant une décennie, les Frères ont certes tenté de conserver le contrôle de l'excroissance universitaire jeune et radicale de la Gemaa. Ils y parviendront en partie, surtout dans le Delta puisque une branche importante de la Gemaa universitaire rejoindra leurs rangs. L'émir de l'Université du Caire, 'Issam Al Ariane (qui côtoie alors Abdelmoneim Abd al Foutouh) deviendra ainsi en 1987 le plus jeune député (Frères Musulmans) du parlement égyptien et, avant d'être condamné à cinq ans de prison en 1996, l'actif secrétaire général du syndicat des médecins. La rupture avec les Frères ne deviendra évidente qu'à la fin des années soixante dix, la partie du mouvement qui fusionnera avec le groupe d'Abdessalam Farag assumant clairement la rupture alors que l'autre (dite "Ikhouania") rentrait dans le rang des disciples d'Al Banna. La fracture se précisera par contre également avec la Gemaa dit "Jihâdia", sous la forme de prise de position du commandement qui rompent explicitement avec la ligne de leurs prestigieux mais encombrants aînés, font le choix de la clandestinité que ne fera jamais la « Gemaa Islamiyya », adoptant une ligne oppositionnelle plus explicite et une vision plus radicale des moyens de l'exprimer⁽²¹⁾.

Dans le même temps, l'ancrage de la Gemaa débordait les campus universitaires vers le terroir semi rural de la Haute Egypte et une partie du prolétariat des grandes métropoles urbaines. Les premiers modes d'actions du courant ont été étudiantins et tournés vers l'action éducative et sociale, par le biais d'associations socio-culturelles et notamment de « camps » d'été. Au cours de l'été 1970 1971, c'est la faculté d'ingénierie de l'Université du Caire qui organise le premier "camp islamique" de vacances pour les étudiants suivie a un an de distance par l'Université du Caire puis d'Alexandrie. Peu à peu un certain nombre de ces associations étudiantines décident de se coordonner sous le nom de "Communauté Islamique". Dans la période de la guerre d'octobre leur activité

autre mouvement étudiant qui ne dépendrait pas de nous, Gemaa Islamiyya, ni de la gauche. Les gens de ce groupe sont encore vivants : l'ingénieur Adli Mustapha et l'ingénieur Wa'il 'Othman. Certains ont écrit des livres, sur lesquels nous avons notre avis, on peut aussi les rencontrer » (entretien avec l'auteur, Le Caire 1993).

(21) C'est le cas d'Omar Abderrahmane mais aussi de Mohamed Chawqi al Islambouli (condamné à mort, un temps réfugié au Pakistan puis en Bosnie et de 'Issam Darballa (condamné à la prison à perpétuité dans l'affaire Sadate)

est déjà considérable et largement publique. Selon une formule très fréquente dans la gestation du courant islamiste (²²), le processus de passage au politique se parachève au contact du mouvement étudiant nassériste qui sera le principal repoussoir idéologique et politique des Gemaate.

Après les avoir tolérées et en partie encouragées, le régime tentera très tardivement d'en prendre le contrôle. Des contacts sont pris par l'intermédiaire de Mohamed Othman Ismaïl, ex gouverneur d'Assiout alors conseiller du président Sadate (²³) qui suggère de renforcer l'action islamique dans les universités et propose de créer un groupe plus puissant que celui qui existe et capable comme tel de résister "au défi des idées importées". Il offre de financer une revue qui va prendre le nom de *Chebab al Islam*. Un groupe du même nom est constitué dont un jeune prêcheur connu 'Issam al Ghazali prend la tête et va vite entrer en conflit avec les autres associations islamiques qu'il tente de concurrencer puis à qui il tente, mais en vain, de s'allier.

Après Sadate : la dissension

Au lendemain de l'assassinat de Sadate, A. Farag mort, Abboud Zumr, qui a échappé de peu à la condamnation à mort devient depuis sa prison le leader en titre d'une organisation qui est à peu près totalement démantelée. Omar Abderahmane, détenu à la prison de Limane Tora (²⁴), échappe à une condamnation, les juges craignant vraisemblablement d'éclabousser l'institution azhari dont il est issu. Après le verdict Sadate, le régime de son successeur inaugure une période de relative clémence à l'égard du courant islamiste tout entier qu'interrompra la nomination de Zaki Badr au ministère de l'intérieur au début de l'année 1986. C'est dans ce contexte, depuis la prison de Limane Tora où résident les principaux dirigeants du courant « qutbiste » que s'opérera la scission entre Gemaa Islamiyya et Tanzîm al Jihâd qui a prévalu, en partie au moins, jusqu'à nos jours.

L'aveugle et le prisonnier

En 1984, les différences qui existaient avant la fusion des trois groupes « mères » vont en effet ressurgir et cristalliser des tensions entre l'aile 'Jihâdienne' et l'aile 'Gemaa' du courant révolutionnaire. Par delà les clivages

²² cf le témoignage d'Ahmida Enneifer à propos de la Tunisie in F.B. L'Islamisme au Maghreb, Payot, 1995

(23) Témoignage d'Adli Mustapha, rapporté par 'Issam Al Ariâne in Al Ahrar 26 septembre 1983 cité par Badr Mohamed Badr op cit page 14.

(24) Cf le récit de sa détention dans son principal ouvrage "Kalimat al Haq", Le Caire (sd)

personnels, ces différences sont de trois ordres ⁽²⁵⁾ : le leadership d' Omar Abderrahmane, qui est aveugle depuis l'enfance, est contesté par une partie des membres du Jihâd. Un pamphlet "La Wilaya li dharirin" (Un aveugle ne commande pas) exprime ce refus que les membres du Gemaa vont rendre aux adeptes du Jihâd par une fatwa rappelant un autre principe du droit public musulman (La imama li asîrin) déniait à un "prisonnier" (Abboud Zumr) le droit de diriger le mouvement.

Le second différend est d'ordre doctrinal et porte sur le fait de savoir si la société peut ou non être "excusée" d'être demeurée dans l'ignorance Jahiliyenne. Les membres de Tanzîm al Jihâd considèrent qu'il s'agit là d'une question de fiqh et acceptent de cohabiter avec quiconque n'accepte pas la thèse de l'« excuse » d'ignorance (al 'udhr bil jahl) alors que les membres de la Gemaa y voit une question de doctrine sur laquelle ils refusent de transiger.

Le troisième différend est d'ordre organisationnel et porte sur l'étendue de l'action secrète en Islam. La tendance Jihâd, plus sélective dans son recrutement, est partisane d'une action clandestine centrée sur la prise du pouvoir. Elle ne s'identifie pas au « nahi 'an al munkar » et à la chasse aux buveurs de bière ou aux cassettes vidéos « immorales » qui constituent en revanche le pilier des modes d'action de la Gemaa Islamiyya, dont l'ancrage est plus populaire et qui prône - avant de constituer elle même une branche armée à la fin des années 80 - un militantisme à visage découvert. Les deux organisations vont donc se séparer sur le plan organisationnel, adoptant des styles différents mais restant vraisemblablement en communication sur le plan stratégique. L'organisation Jihâd n'assumera aucune action armée au cours des années 80 contrairement à la rumeur médiatique qui lui attribuera la plupart des attentats de l'aile armée du Gemaa ou de petites organisations dissidentes telles que les Chawqiine du Fayoum ou les « rescapés de l'enfer » du Dr Magdi Softi. Une branche issue d'une scission survenue au début des années 90 sous l'appellation de « Tala'i Al Fath » est par contre assez indubitablement à l'origine de nombreux attentats contre des cibles gouvernementales.

La Gemaa Islamiyya est réputé avoir formé depuis lors un Majliss Choura en exil qui serait actuellement composé d' Omar Abderahmane (NY), Talaat Fouad Qassim (Danemark) kidnappé en octobre 1995 en Bosnie par les services égyptiens et sans doute mort depuis lors sous la torture, Hani Siba'i (Bruxelles), Adel Abdelmajid (Londres), Adel Abdelqoudouss (Autriche), Mohamed Chawqi al Islambouli (Bosnie), Mustapha Hamza (Khartoum) Rifa'a Ahmed Taha , responsable de la coordination puis "émir" du conseil.

CONCLUSION

⁽²⁵⁾ cf notamment Rifaat Sayyed Ahmed, op cit et Mostepha Hala, *L'Islam politique du réformisme à la violence*, Markaz al dirassate al siyasiya wal strategia, Le Caire, 1992 (langue arabe)

En Egypte, l'identique répression par le régime des composantes légaliste et révolutionnaire de son opposition islamiste pérennise un système pernicieux qui semble être en passe de devenir la « formule politique arabe » de la fin du 20ème siècle. Dans cette formule, sur laquelle les militaires algériens achèvent aujourd'hui de s'aligner, les forces politiques réelles n'ont pas accès à la compétition politique légale. Les élections ne servent donc pas à désigner les gouvernants mais seulement la qualité et le nombre des opposants que ces gouvernants entendent tolérer pour les besoins d'une démocratisation purement cosmétique (« for the yankees to see (26) »). Ce pluralisme de façade, cautionné avec complaisance par l'environnement occidental, sert à masquer le verrouillage de l'accès au système institutionnel et la banalisation d'un très haut niveau de répression. Ce cocktail pernicieux nourrit une double radicalisation idéologique et politique de l'opposition et inévitablement, un certain niveau de violence ou contre violence armée contre le régime et ses soutiens locaux ou étrangers. Cette violence dite « terroriste » permet au régime d'entretenir la confusion entre les pratiques de la frange de ses opposants qu'il a lui même contribué à radicaliser et l'entière opposition légaliste, "justifiant" ainsi aux yeux de ses partenaires occidentaux le report éternel de toute ouverture démocratique. Et caetera...

26 Nazih Ayoubi, *Overstating the Arab State*, Tauris, 1995